

**LA COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE
DE L'OUEST ET DU CENTRE : VERS UN AGENDA
D'INTERVENTION ET DE RECHERCHE**

Guy Bessette

La participation active des gens est reconnue aujourd'hui comme une condition essentielle au processus de développement. Toute intervention visant une amélioration réelle et durable des conditions de vie des populations est vouée à l'échec si les gens concernés ne la prennent pas en charge. À moins que les populations ne soient impliquées à tous les niveaux d'intervention, de l'identification des problèmes à la recherche et à la mise en œuvre de solutions, il n'y aura pas de changement durable.

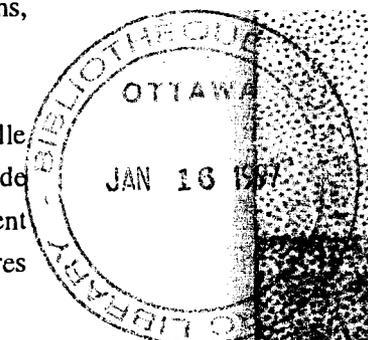
La communication pour le développement est au cœur même de ce défi : elle représente le processus par lequel les gens deviennent les principaux acteurs de leur propre développement. Grâce à la communication, les populations cessent d'être des bénéficiaires d'interventions de développement qui leur sont extérieures pour prendre en main leur développement.

Le présent texte définit le concept de communication pour le développement et présente l'élaboration d'une initiative du CRDI en ce domaine en Afrique de l'Ouest et du centre.

Le concept de communication pour le développement

La communication pour le développement constitue un vaste champ dans lequel on retrouve plusieurs approches méthodologiques et idéologies différentes. Cependant, au-delà de ces différences, on peut souligner que les leçons de l'expérience en ce domaine nous ont montré qu'il est souhaitable de privilégier les processus interactifs et participatifs plutôt que la production et la diffusion d'information isolées des processus communautaires.

Bien qu'on la considère parfois comme la contribution globale de la communication au développement de la société ou parfois encore comme l'application des médias au traitement de thèmes de développement, on s'entend généralement pour définir la communication pour le développement comme



l'utilisation planifiée de stratégies et de processus de communication en vue du développement.

C'est dans les moyens à employer « en vue du développement » que les différences abondent, que ce soit étendre la participation à la prise de décisions et renforcer les institutions communautaires (Agency for International Development, 1993, p. i) ; combler des manques d'attitudes et d'information (Boafo, 1985, p. 83) ; produire un consensus parmi les participants à une initiative de développement (Balit, 1988, p. 13) ; ou encore promouvoir la justice sociale et la démocratie (Beltrán, 1993, p. 9).

Selon la définition retenue, on trouvera également l'influence de différentes approches et méthodologies visant à atteindre le même but : l'animation communautaire, l'éducation des adultes, l'IEC (Information, Éducation, Communication), le marketing social en sont quelques exemples.

Le concept même de communication pour le développement est apparu dans le cadre de l'apport de la communication et des médias au développement des pays du Tiers-Monde. Dans les années 1950 et 1960, l'UNESCO et l'U.S. AID ont fait la promotion de quantités de projets d'utilisation des médias à des fins de communication, d'information ou d'éducation, en vue de faciliter le développement. D'autres grandes agences des Nations-Unies, la FAO, le PNUD et l'UNICEF, devaient également promouvoir par la suite la communication dans la réalisation de projets de développement et le développement de nouveaux concepts tels « Support de la communication au développement » (PNUD et FAO) ou « Mobilisation sociale » (UNICEF).

Quant à l'expression même de « communication pour le développement », selon le Clearinghouse for Development Communication, elle aurait d'abord été promue aux Philippines dans les années 1970 par le professeur Nora Québral pour désigner l'ensemble des procédés de transmission et de communication de nouvelles connaissances reliées au monde rural (1985). Les domaines de connaissance se sont ensuite étendus à tous les contenus susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations désavantagées.

Il s'agit en fait d'une approche plutôt que d'une discipline. Dans les définitions qui en sont données, on retrouve généralement des énoncés globaux. Ainsi, on la

défini comme l'ensemble des processus d'information et d'évaluation de même que l'ensemble des actions aptes à solliciter et à susciter la participation d'une population à son propre développement (Séminaire sur la communication et le développement, 1983, p. 6), ou encore comme un ensemble d'activités planifiées de communication visant le changement individuel et social (Middleton, 1985, p. 31), ou la pratique de la communication dans le but de promouvoir le développement socio-économique, c'est-à-dire un type de changement social planifié (Rogers, 1976).

On retrouve quelquefois dans certaines définitions le sens plus restrictif de support de la communication à une activité ou à un projet de développement. On considère alors la communication pour le développement comme un processus social visant à produire une compréhension commune ou un consensus parmi tous les participants à une initiative de développement (Balit, 1988, p. 13). L'expression « Development Support Communication » est en fait plus appropriée et désigne fort justement une méthodologie efficace qui a fait ses preuves.

Enfin, on remarque que des définitions mettent l'accent sur l'accès de la population au processus de communication dans le but de promouvoir la justice sociale et la démocratie (Belrán, 1993, p. 9). Ces différentes définitions — pour ne citer qu'elles ! (voir en particulier, Blake, 1993, p. 8) — font état de l'étendue de ce champ d'intervention.

Quoi qu'il en soit, on retrouvera au cœur de ce concept, la nécessité d'un échange d'information devant contribuer à résoudre un problème de développement et visant à améliorer la qualité de vie d'un groupe cible spécifique, ainsi que l'implantation de mécanismes d'analyse de besoins et d'évaluation à l'intérieur du processus de communication.

L'évolution des tendances

L'expérience des quarante dernières années a montré le rôle déterminant que peut jouer la communication dans le domaine du développement. À l'intérieur de cette perspective de communication pour le développement, deux grandes tendances se sont successivement formées : une approche privilégiant les actions de grande envergure et s'appuyant sur les mass-médias, et une approche de communication

à la base, appelée aussi communication communautaire, qui privilégie les micro-réalisations et qui s'appuie surtout sur les médias légers (vidéo, affiches, diaporamas, etc.).

Ces tendances, qui coexistent encore aujourd'hui à des degrés divers dans le domaine de la communication pour le développement, sont liées à l'évolution des modèles de développement et de communication qui ont marqué les efforts de développement jusqu'à aujourd'hui.

En fait, les premiers modèles de développement étaient définis exclusivement selon leurs variables économiques. Comme le mentionne le rapport de la Commission MacBride :

Les anciens modèles utilisaient la communication surtout pour la diffusion de l'information, pour faire comprendre à la population les « bénéfiques » que promet le développement et les « sacrifices » qu'il exige. L'imitation d'un modèle de développement, fondé sur l'hypothèse que la richesse, une fois née, s'infiltrera automatiquement dans toutes les couches de la société, comprenait la propagation de pratiques de communication de haut en bas... Les effets ont été très éloignés de ce qu'on escomptait (MacBride, 1980, p. 6).

Ainsi, la tendance à la communication de masse a d'abord marqué les deux premières décades de l'utilisation des médias dans le développement. Elle correspondait à l'idée qu'il suffisait de diffuser les connaissances et les technologies du Nord pour qu'elles soient adoptées et entraînent, par conséquent, le développement du Sud. Cette première vision du développement correspond au paradigme de la « modernisation ».

Ces premières expériences, axées principalement sur les mass-médias, s'appuyaient à la fois sur un modèle de communication fondé sur la persuasion et la transmission d'information, et sur un modèle de développement fondé sur l'augmentation de l'activité économique et le changement de valeurs et d'attitudes.

Le paradigme d'intervention de ces deux décades, qu'on retrouve dans deux publications ayant eu un impact décisif sur les orientations prises à ce moment, soit *The Passing of Traditional Society* de Daniel Lerner (1958) et *Mass Media*

and National Development de Wilbur Schramm (1964), consiste en un modèle de communication très simple pouvant être décrit en termes de stimulus-réponse, s'appuyant à la fois sur une logique de la persuasion et sur un modèle de développement qui lie ce dernier à l'accroissement de la productivité.

Le modèle de diffusion des innovations constitue un des modèles issus de ce paradigme et a exercé une influence majeure dans les pratiques de communication éducative pour le développement. Ce modèle, émanant des pratiques d'extension agricole exportées dans les pays en développement, et dans lequel l'information était transmise aux agriculteurs par une personne ressource, fut formulé en théorie par Everett Rogers en 1962. Cette théorie prenait en compte trois éléments principaux : le public cible de l'innovation, l'innovation même à transmettre et les sources et canaux de communication.

Ce modèle a été critiqué par plusieurs pour son réductionnisme. Il ne prenait pas en compte les différents types de public cible, par exemple des fermiers prospères, possédant des terres, ouverts aux techniques nouvelles et, à l'opposé, des illettrés, pauvres et exploités. Il faisait également abstraction de l'impact des structures économiques et politiques sur le pouvoir d'adoption des innovations. Les mêmes reproches de cécité par rapport aux facteurs sociaux, politiques et économiques s'appliquent à l'égard de l'innovation faisant l'objet d'un processus de diffusion. Enfin, les canaux et les sources de communication étaient généralement employés dans le cadre d'une communication verticale allant du haut vers le bas. On ne parlait jamais de communication horizontale entre les groupes et les communautés touchés par le problème auquel voulait répondre l'innovation, ni de communication verticale du bas vers le haut, permettant de porter les problèmes des gens au niveau des décideurs et des experts.

Par la suite, le modèle même de développement ainsi que les modèles de communication ont considérablement évolué. Dans la foulée des expériences en matière d'utilisation des médias, à des fins éducatives ou informatives, dans le processus de développement, de nouvelles orientations et de nouvelles pratiques se sont développées. En même temps, plusieurs critiques se sont élevées à propos des premiers modèles de développement et de la vision fonctionnaliste des modèles de communication pour le développement.

La communication participative pour le développement : un agenda ouest-africain

Un nouveau modèle, mettant l'accent sur le caractère endogène du développement, a permis de définir ce dernier comme un processus global dont les sociétés sont responsables. Dans cette nouvelle perspective, le développement n'est pas quelque chose qui peut provenir de l'extérieur. Il est un processus participatif de changement social dans une société donnée (Rogers, 1976, p. 133). Ce modèle a permis également d'élargir le concept de développement à des notions non matérielles telles que l'égalité sociale, la liberté, la distribution des revenus, la participation populaire au développement.

Les conceptions qu'on se faisait du rôle de la communication dans le développement ont donc radicalement changé. Dans le premier modèle de développement, le paradigme communicationnel consistait à transmettre la technologie nécessaire à l'accroissement de la productivité. Dans le second modèle, il consiste à animer le potentiel de changement d'une communauté. La notion de participation des populations au processus de développement devient donc le concept clé.

La conséquence première de ces changements de perspective a été, au niveau des pratiques, d'inciter les gens à dépasser une vision relativement simple de transmission à sens unique de l'information technique afin de promouvoir des systèmes bi ou multi-directionnels basés sur la participation des populations.

En même temps que se produisait ce changement au plan des modèles de développement et de communication, se développèrent deux paradigmes de développement qui sont venus orienter les interventions de communication.

D'une part, plusieurs mirent en question le modèle de modernisation en constatant que la communication ne conduisait pas au développement et qu'en fait, les pays du Sud semblaient connaître davantage de pauvreté, de bas salaires et de mauvaises conditions de vie. Cette critique, répandue surtout en Amérique latine, établit un lien entre cette situation et une situation de dépendance économique face au Nord industrialisé : puisque le développement des pays du Nord implique le sous-développement des pays du Tiers-Monde, le « centre » s'enrichit aux dépens de la « périphérie ».

Le terme de paradigme de « dépendance » résume cette conception. Selon ce paradigme, les obstacles au développement proviennent d'abord et avant tout de

sources externes et non internes, c'est-à-dire du système économique international. En conséquence, les mass-médias ne peuvent agir comme agents de changement puisqu'ils transmettent les messages occidentaux et l'idéologie capitaliste et conservatrice. Ce paradigme, encore actif aujourd'hui, a été également critiqué parce qu'il a accentué les contradictions d'ordre international et qu'il n'a pas assez mis en évidence les contradictions d'ordre local et national. Les discussions et les recommandations qui ont débouché sur le « Nouvel ordre de l'Information » se rattachent à ce paradigme.

Son pendant au niveau national a porté sur la relation entre communication et politisation. Un des modèles issus de ce paradigme et qui a exercé, et exerce toujours, une influence déterminante dans les pratiques de communication pour le développement est le modèle de conscientisation développé par Paolo Freire. Ce dernier et plusieurs autres communicateurs à sa suite ont défini la communication comme un processus inséparable des processus sociaux et politiques indispensables au développement.

Freire s'est inscrit en faux contre la mentalité de transmission de l'information. Il a insisté sur le fait que le seul transfert de connaissances d'une source d'autorité à un récepteur passif n'aide en rien à promouvoir la croissance de ce dernier comme personne humaine, ayant une conscience autonome et critique capable d'influencer et de changer la société. Selon lui, pour qu'elle soit efficace, la communication pour le développement doit être liée à des processus de « technicité » ou d'acquisition de connaissances et d'habiletés techniques, mais aussi à des processus de conscientisation, de politisation et d'organisation.

Dans son modèle, qu'il présente dans *La pédagogie des opprimés* (Freire, 1973), la communication pour le développement peut être considérée comme un outil de prise en main qu'utilisera la population. Cet outil servira successivement aux fins suivantes : prendre conscience des diverses facettes des problèmes réels de développement de leur région ; s'organiser pour réagir collectivement et efficacement devant ces problèmes ; mettre en lumière les conflits qui animent les divers groupes d'intérêt ; se politiser, c'est-à-dire apprendre à proposer d'autres solutions à des situations problématiques et à trouver des façons de régler divers problèmes ; se « techniciser », c'est-à-dire se donner les outils nécessaires à l'application concrète des solutions issues de la communauté.

Ce modèle et ses applications ont également fait l'objet de critiques. On a avancé, entre autres, que la politisation par le biais des médias communautaires peut constituer une approche adéquate dans les pays qui tolèrent le recours à l'action politique, mais que, dans la plupart des pays en développement, cette action politique mène au renversement d'une élite possédante et gouvernante sans donner au peuple les moyens de changer la situation, et que les affrontements qui s'ensuivent se soldent généralement par la répression et le recul des droits démocratiques (voir en particulier sur ce point Berrigan, 1981, p. 41).

Ainsi, à l'opposé d'une approche de politisation directe, plusieurs favorisent davantage une approche fondée sur la formation, où l'objectif n'est pas de conduire à une confrontation, mais de donner des outils d'organisation.

Le « paradigme d'un autre développement » constitue un troisième paradigme qui oriente la création de modèles et d'interventions en communication pour le développement. Ce paradigme porte non seulement sur le développement matériel, mais aussi sur le développement des valeurs et des cultures. Au plan des interventions en communication pour le développement, il privilégie les petits médias opérant dans des réseaux et les approches de communication à la base. Ces dernières considèrent que la participation populaire renforce les perspectives d'adoption d'activités appropriées pour une communauté.

La méthodologie des médias communautaires est un des modèles se rattachant à ce paradigme.

Là où la programmation soigneusement élaborée a échoué, peut-on lire dans une étude de l'UNESCO, cette approche consistant à aider les gens à formuler leurs problèmes ou à prendre conscience de nouvelles possibilités, au lieu de leur imposer un plan conçu de l'extérieur, permet d'intervenir davantage dans l'espace réel de l'individu et du groupe (Berrigan, 1981, p. 13).

Ce concept d'interactivité, dont les médias légers deviennent l'instrument opérationnel, permet une acquisition endogène de connaissances et de compétences, dans le cadre de la recherche de solutions et du processus de communication. On parle alors du recours à une méthodologie des médias communautaires, dont les principaux éléments sont :

- l'identification des besoins au moyen de contacts directs avec les groupes ;
- la concrétisation, c'est-à-dire l'examen du problème identifié par les groupes à la lumière des possibilités locales ;
- la sélection des problèmes prioritaires par les groupes ;
- l'élaboration d'une méthodologie durable pour la recherche de solutions ;
- l'identification de l'apport d'information nécessaire et l'accès à cette information ;
- l'action, c'est-à-dire l'exécution par les groupes des projets qu'ils ont conçus ;
- l'ouverture vers l'extérieur pour faire connaître les points de vue des groupes à d'autres groupes ou aux autorités ;
- la liaison avec le système de communication pour faire connaître leur action (Berrigan, 1981).

D'autres modèles combinent des conceptions différentes. Il en est ainsi, par exemple, des pratiques de support de la communication à des projets de développement, qui combinent l'approche communautaire et le recours aux petits médias avec des pratiques pouvant être reliées au modèle de diffusion des innovations. Cette approche privilégie la planification des activités de communication comme soutien à un projet de développement et vise à produire une compréhension commune ou un consensus parmi tous les participants à une initiative de développement. Elle favorise les échanges de points de vue des différents acteurs impliqués dans le projet de développement, prend en compte les perceptions de la population dans la planification de ce projet et la mobilise dans les activités de développement prévues. La méthodologie utilisée est empruntée à la technologie éducative et se caractérise par l'intégration de mécanismes d'analyse de besoins et d'évaluation dans le processus de communication.

D'autres pratiques relèvent à la fois de l'approche communautaire et du modèle de conscientisation populaire. Il en est ainsi de la communication alternative pour le développement démocratique, qui encourage la population à accéder au processus de communication dans le but de promouvoir la justice sociale et la démocratie. Dans certains cas, cet accès plus large se traduira par la participation des plus démunis au processus de communication (accès aux petits médias au niveau local) et dans d'autres, par des actions de valorisation de l'expression culturelle et la recherche de modes d'appropriation du contrôle des mass-médias.

Enfin, on a vu récemment, notamment dans le cas de la lutte contre le sida et de

Enfin, on a vu récemment, notamment dans le cas de la lutte contre le sida et de la promotion des condoms, des approches issues du marketing social, recourant à la fois à des techniques de recherche adaptées aux petits groupes et aux collectivités et à l'utilisation à grande échelle des mass-médias. On assiste également à la renaissance de projets d'utilisation des mass-médias par exemple, les projets de radio interactive scolaire en Amérique latine et en Afrique et la promotion d'une télévision pour le développement (projet WETV et projet SATURN GLOBAL).

À ces approches, il faudrait ajouter toutes les pratiques touchant l'éducation de base, l'éducation non formelle, l'éducation à distance, les activités d'alphabétisation et de post-alphabétisation qui ont leurs propres méthodologies et approches de la communication communautaire et médiatique.

Bref, le champ de la communication pour le développement est vaste et les visions, multiples. Les différents paradigmes ayant marqué son évolution sont encore actifs à des degrés divers et les modèles qui s'y rattachent sont aussi différents que les idéologies ou les orientations qui les inspirent.

Cependant, malgré la diversité des approches et des orientations, il existe un consensus aujourd'hui sur la nécessité d'impliquer des populations dans leur développement et sur le rôle essentiel de la communication pour promouvoir le développement. Comme le dit si bien le slogan popularisé par la FAO : « Il n'y a pas de développement sans communication » (Balit, 1988).

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Les expériences des quarante dernières années nous ont appris beaucoup sur l'apport de la communication pour le développement. La principale leçon de ces expériences a probablement été de souligner la nécessité de dépasser les pratiques de communication fondées sur le seul modèle de transmission d'information et isolées des processus communautaires, et de faire participer les populations à leur développement.

L'expérience a montré que le point de départ de la communication pour le développement ne réside pas dans la diffusion d'une innovation, ou d'une nouvelle idée pleine de promesses, mais dans l'expression des besoins de la population. Il s'ensuit que les modèles de communication fondés exclusivement sur des modèles de transmission d'information éloignés des processus communautaires sont clairement voués à l'échec.

La participation, en mettant l'accent sur les besoins et les façons de voir des individus et des groupes, devient le concept clé de la communication pour le développement. Le recours à une méthodologie systémique, la mise en place de processus horizontaux dans lesquels les gens sont associés directement au processus de communication et sont ainsi amenés à formuler eux-mêmes leurs problèmes et à prendre conscience de nouvelles possibilités, ainsi que la prise en considération dans le processus de communication de leurs connaissances et de leurs façons de voir constituent les éléments majeurs de sa méthodologie. Les processus à mettre en place sont essentiellement interactifs et participatifs à tous les niveaux, ce qui rejoint la mission fondamentale du CRDI : « S'affranchir par le savoir » :

Empowerment is often seen as something one can do to another person. This is not so. People are empowered by an environment that gives them the freedom to express themselves (Sculley, dans Woods, 1993, p. xiii).

En ce qui concerne les orientations à poursuivre, on doit retenir comme principe fondamental l'appui de la communication au concept de « nouveau développement », tel qu'il est représenté par la Fondation Dag Hammarskjöld (magazine *Development Dialogue*) et par plusieurs auteurs et chercheurs qui insistent sur la décentralisation, l'accès à la communication et la participation. Parmi les caractéristiques de ce « nouveau développement », on retrouve :

- une démarche axée sur les besoins (incluant des besoins non matériels tels l'égalité sociale, la démocratie) ;
- le caractère endogène et autonome (le changement reposant sur une définition communautaire et sur les ressources de la communauté) ;
- la protection de l'environnement (l'utilisation rationnelle du potentiel et des limites de l'écosystème local) ;

La communication participative pour le développement : un agenda ouest-africain

- la recherche de transformations structurelles (dans les relations sociales, les activités économiques et les structures de pouvoir) ;
- l'exercice et la promotion d'une démocratie participative à tous les niveaux de la société (Servaes, 1991, p. 66).

Plusieurs chercheurs recommandent également le renforcement des compétences institutionnelles et individuelles, l'action auprès des preneurs de décisions et la communication à la base. Ainsi récemment, Beltrán proposait des notes pour « un agenda du XX^e siècle » :

- Combiner le meilleur de la démarche de la communication comme support au développement (Development support communication) avec la communication alternative (combinaison d'habiletés techniques et de perception politique).
- Viser davantage le renforcement d'institutions plutôt que des opérations limitées dans le temps.
- Persuader les grandes écoles de communication d'inclure la communication pour le développement dans leur agenda.
- Promouvoir la recherche sur la communication orientée vers le développement démocratique.
- Aider les petites communautés, les ONG, les petites organisations communautaires et syndicales.
- Favoriser la communication portant sur la santé, l'hygiène, la nutrition et la population.
- Inciter les leaders politiques et les planificateurs à utiliser la communication pour atteindre des objectifs de développement.
- Encourager la formation en communication de base à tous les niveaux.
- Renforcer la communication régionale institutionnelle (Beltrán, 1993, p. 30).

Il reste que pour être durable, le développement doit tenir compte des facteurs humains et permettre aux communautés concernées de décider elles-mêmes quels sont les objectifs à atteindre et les moyens pour y parvenir. La communication pour le développement est l'outil qui permet ce processus. En conséquence, les orientations à poursuivre consistent à connaître les besoins des groupes cibles et leurs canaux de communication, à animer des processus de participation et de prise de décisions communautaires, à renforcer l'action des agents de changement et à influencer le développement de politiques institutionnelles et nationales.

Dans cette perspective de la communication pour le développement durable, il reste à identifier les domaines de recherche à privilégier.

Historiquement, on s'est surtout attaché aux effets des mass-médias dans le choix des thèmes de recherche. Cette démarche correspondait au paradigme de modernisation et à l'utilisation des médias en vue de créer un environnement global pour le développement et la transmission d'idées, de connaissances et d'attitudes nouvelles. Ce courant a mené à la recherche-intervention dans le but d'approfondir et de développer l'apport des mass-médias à l'éducation formelle et non formelle :

- Écoles radiophoniques dans les années 1950 et 1960 : ACPO en Colombie, Radio Santa Maria en République Dominicaine, Radio ECCA aux Canaries, ACPO-Honduras, Radioprimary au Mexique, etc.
- Télévision éducative dans les années 1960 et 1970 : Samoa, Niger et Salvador dans les années 1960, Côte d'Ivoire de 1971 à 1980, Sénégal en 1978.
- Radios rurales et communautaires dans les années 1960 à 1970 : forums radiophoniques en Inde et au Ghana, radio rurale et groupes d'écoute en Afrique francophone (particulièrement au Niger, au Togo, au Burkina Faso, au Bénin et au Sénégal), radios communautaires en Amérique latine (particulièrement en Équateur et en Bolivie).
- Radio interactive scolaire depuis 1974 jusqu'à maintenant : Nicaragua, Kenya, République Dominicaine, Honduras, Lesotho, Bolivie, Équateur, Papouasie, Belize, Swaziland, Guatemala.

Il est intéressant de constater que ce courant revient maintenant avec la radio interactive scolaire, la télévision pour le développement et l'utilisation des mass-médias dans la lutte contre le sida. La télévision par satellite consacrée à l'éducation et au développement est également à l'ordre du jour.

Ensuite, dans les années 1970, on s'est intéressé au rôle de la communication dans le soutien des activités de développement et des projets spécifiques (planning familial, réhydratation orale, santé primaire, agriculture). L'attention s'est alors portée vers les possibilités des petits médias et des médias communautaires : vidéo participative (Global Village au Bangla Desh, intervention de G. Belkins en Tanzanie, DNAFLA au Mali, CEPAC au Pérou, CEDIP en Inde), forums de cassettes sonores, médias traditionnels (théâtre, marionnettes, contes). On s'est également penché sur l'apport de la communication dans la promotion des droits

La communication participative pour le développement : un agenda ouest-africain

démocratiques et sociaux, ce qui a conduit au développement de radios communautaires et d'agences de communication du Sud qui se consacrent à ces aspects.

Enfin, ces dernières années, on s'est intéressé à différentes orientations telles l'impact des nouvelles technologies de communication (satellite, téléphonie, courrier électronique), la valorisation du savoir autochtone et la mise sur pied d'unités de communication à l'intérieur de structures gouvernementales pour analyser les besoins, former des cadres et produire du matériel de formation.

Toutes ces orientations ont leur importance et contribuent encore aujourd'hui à nourrir et à soutenir les interventions en communication pour le développement.

La communication participative pour le développement

Reconnaissant l'importance de la communication pour le développement, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) a voulu créer un programme de recherche en communication pour le développement. Ce programme vise à encourager la participation des gens à leur développement en permettant aux groupes et aux communautés d'identifier les problèmes auxquels ils font face et les solutions possibles, de prendre des décisions éclairées, d'acquérir les connaissances nécessaires, de se mobiliser pour l'action et de prendre en main leur propre développement.

Afin de souligner l'importance qu'il faut accorder à une communication à double voie, fondée sur les échanges de savoirs, nous avons choisi d'utiliser le terme de « communication participative pour le développement » et de nous distancier des approches de communication consistant à diffuser des messages, à transmettre de l'information ou à persuader les gens de modifier des comportements.

Le programme veut plutôt privilégier les approches horizontales qui consistent à stimuler les échanges autour de l'analyse et de la recherche de solutions à un problème de développement, ainsi que les approches de la base vers le haut visant à sensibiliser les décideurs à partir d'un processus de communication communautaire.

C'est en permettant la participation au développement que la communication participative pour le développement peut devenir un outil d'affranchissement des gens et des communautés.

Dans une perspective interactive et participative, le programme retient surtout l'interrelation des principales orientations d'action qu'on retrouve dans les pratiques. Il s'agit du concept CIME : communication à la base, information-échanges, média à double voie, éducation non formelle.

Communication à la base

Le programme s'intéresse particulièrement à la communication à la base. L'expérience des 50 dernières années en ce domaine a amplement démontré que la communication doit d'abord se situer au niveau communautaire. Ce n'est qu'à cette condition qu'elle pourra réellement faciliter la participation des gens afin qu'ils puissent identifier un problème de développement, comprendre ses causes, proposer des solutions et s'organiser en vue d'implanter l'action correspondante. La communication à la base doit également promouvoir des échanges « horizontaux » entre les personnes, plutôt qu'une transmission « verticale » de la part d'un expert à des récepteurs. Par conséquent, on doit accorder beaucoup plus d'importance non pas à l'utilisation des médias (ces derniers ne jouant qu'un rôle utilitaire), mais aux processus et aux stratégies de communication participative à la base (en particulier, la rétroaction).

Information — échanges

Le programme tente également de lier l'information aux processus de communication. L'information seule ne peut rien sans un processus de communication communautaire qui en permet l'appropriation. Elle doit également avoir recours aux canaux de communication adéquats qui en facilitent la circulation et le partage : de la source d'information vers la communauté, ou de la communauté vers les différents niveaux de processus de prise de décisions ou entre les groupes et les communautés elles-mêmes.

Médias à double voie

Dans cette perspective, le programme cherche à promouvoir l'utilisation des médias (incluant autant les relations interpersonnelles et les médias traditionnels que les médias modernes) dans le cadre de systèmes de communication interactifs à double voie qui peuvent être assumés par les groupes et les communautés et qui sont axés non pas sur la transmission d'information ou sur des messages de persuasion, mais sur la facilitation d'activités d'échange. Leur utilisation dans un contexte spécifique devrait être liée également à un processus de communication communautaire qui en définit les paramètres de conception ou d'insertion, les conditions d'implantation, ainsi que les modalités d'évaluation.

Éducation non formelle

Enfin, le programme prend en considération le fait que les processus d'éducation non formelle sont intimement liés aux processus de communication à la base puisque l'information à elle seule est insuffisante pour mener au changement de comportements et d'attitudes que nécessite le développement. Dans ce sens, la communication pour le développement est liée aux processus de partage de savoirs qui permettent aux individus et aux groupes d'organiser et de donner un sens à l'information, aux savoirs et aux attitudes qui circulent dans le processus de communication.

En mettant l'accent sur les interrelations entre la communication à la base, les processus d'échange d'information, l'utilisation à double voie des médias et les processus d'éducation non formelle, le programme rattache le concept de communication pour le développement à un processus de facilitation des échanges, destiné à une catégorie d'utilisateurs et à des problèmes de développement spécifiques, en vue de contribuer à un changement social. Le programme favorise ainsi les projets de recherche appuyant les groupes et les communautés dans l'identification et la mise en œuvre de solutions à leurs propres problèmes de développement.

L'élaboration d'un programme de recherches

Étant donné l'importance qu'il accorde aux approches participatives et de communication à la base, le programme a choisi d'aider en priorité les organismes non gouvernementaux engagés dans ces approches auprès des populations et provenant de différents secteurs du développement : santé, éducation de base, alphabétisation, développement rural, intégration de la femme.

Même si d'autres institutions (gouvernementales, intergouvernementales, universités) peuvent être impliquées dans des activités de communication participative pour le développement — services d'extension ou projets spécifiques — ce sont surtout les ONG qui sont actives dans ce domaine et qui ont besoin de soutien afin de poursuivre et d'améliorer leur travail auprès des communautés.

Dans un premier temps, le programme a choisi de concentrer ses activités dans une région spécifique, l'Afrique de l'Ouest et du centre. Une méthodologie participative a ensuite été mise en place pour élaborer le projet. Neuf pays ont été sélectionnés selon le critère de représentation des disparités régionales en Afrique de l'Ouest et du centre : Mali, Burkina Faso, Sénégal, Côte d'Ivoire, Bénin, Guinée, Nigeria, Ghana et Cameroun.

Plus d'une centaine d'ONG de ces pays ont été invitées à prendre part au processus d'élaboration du projet et 70 ont été rencontrées dans le cadre de missions dans les neuf pays cibles en juillet et août 1994. Ces missions ont permis de dégager des besoins en matière de communication pour le développement dans la région et de préparer l'agenda d'une rencontre régionale d'élaboration du projet. Les ONG ont identifié les priorités suivantes :

La formation de membres des ONG en communication participative

Les ONG ont reconnu la nécessité d'une communication interactive à double voie, ayant pour objectif non pas d'émettre des messages ou de livrer des contenus aux populations de manière unilatérale, mais d'associer ces dernières à l'identification des problèmes, à la recherche et à la mise en œuvre de solutions. Pour ce faire, elles ont besoin de former des personnes ressources afin de développer et de mettre en œuvre des approches participatives appropriées à leur contexte d'intervention.

Le soutien de la communication dans l'éducation à la base

Beaucoup d'intervenants ont identifié l'éducation à la base comme une priorité d'intervention en Afrique, mais ont aussi souligné que les moyens traditionnels ne suffisaient pas pour répondre aux besoins. Face à la situation, accentuée par l'explosion démographique, les contraintes d'ajustement structurel et la crise économique, il est urgent d'explorer d'autres avenues reposant sur la communication et les médias, pouvant être pris en charge par les communautés pour appuyer les processus d'éducation à la base.

L'identification des conditions de réussite des interventions

La connaissance des conditions de réussite des interventions en communication pour le développement a aussi été identifiée comme thème prioritaire de recherche, dans le but de renforcer celles-ci et de mieux travailler avec les populations. Les ONG ont connu bon nombre d'expériences positives, mais elles ne sont ni documentées ni diffusées. À cette fin, on a proposé de recenser les expériences positives et de procéder à une décentralisation et à une diffusion de cette information.

Le recours aux canaux/stratégies de communication traditionnels et aux savoirs locaux

On a identifié le besoin de connaître et d'utiliser ces stratégies et ces canaux traditionnels, propres à chaque milieu, afin d'amener les populations à prendre en charge le processus de communication. De même, l'identification et l'utilisation des savoirs locaux ont été retenues comme priorités de recherche, pour permettre à la fois de faire le pont avec les connaissances modernes et de valoriser les savoirs des populations.

Le rôle de la femme africaine

La question des femmes et des jeunes filles est revenue constamment parmi les priorités d'action et de recherche. On a identifié des sujets spécifiques tels la capacité des femmes et des jeunes filles à agir comme communicatrices au sein de leurs communautés, le développement de stratégies efficaces pour établir le contact avec elles et surmonter les obstacles auxquels elles se trouvent

confrontées, le renforcement de leur leadership dans l'utilisation des savoirs traditionnels, l'identification des besoins en éducation de base des femmes et, notamment, des jeunes filles.

La formation en communication participative pour l'éducation à la base

Suite à l'analyse des données des missions, une rencontre régionale d'élaboration de programme a été tenue les 9, 10 et 11 novembre 1994 à l'Institut panafricain de développement à Ouagadougou, Burkina Faso. Elle a rassemblé une cinquantaine de participants dont plus de quarante représentants des ONG, sélectionnés sur la base des recommandations des missions.

Au terme de cette rencontre, les participants ont choisi, à partir des priorités identifiées lors des missions, un thème prioritaire unique autour duquel graviteraient les différents projets de recherche et d'expérimentation que le programme appuierait, soit la formation en communication participative pour l'éducation non formelle à la base. À cette occasion, les femmes et les jeunes filles ont été désignées comme public cible.

Les participants ont également établi une série de critères à partir desquels seraient sélectionnés les membres d'un comité de programme, ainsi qu'une institution africaine responsable de son implantation. Suite à la réunion, cinq représentants d'ONG ont été désignés comme membres de ce comité.

Enfin, on a organisé une première réunion du comité en février 1995 afin de définir les grandes lignes d'implantation du programme selon l'axe choisi à Ouagadougou et de prendre les décisions relatives à l'établissement d'un secrétariat régional du programme en Afrique.

Parallèlement à ce processus de conception d'un programme de recherche en Afrique sub-saharienne, le CRDI a invité des experts et des praticiens canadiens œuvrant en communication pour le développement à se réunir afin de créer des échanges entre intervenants de ce domaine d'activités. C'est suite à cette première réunion, tenue à Montréal en novembre 1994, que l'on a organisé la consultation canadienne sur le programme du CRDI en communication pour le développement en Afrique de l'Ouest et du centre.

Cette consultation devait permettre de mieux définir les thèmes du programme et de faciliter les échanges entre communicateurs africains et canadiens sur le nouveau programme de recherche. Les thèmes relatifs à la communication participative comme outil d'éducation non formelle à la base, au programme sur la femme et aux besoins de formation ont donc été soumis à la discussion, de même que la question de la création d'un secrétariat régional du programme.

Communication participative et éducation non formelle à la base

La définition du rôle de la communication participative comme outil d'éducation non formelle à la base, abordée par un premier groupe de participants, exige une bonne compréhension des concepts d'éducation à la base et de communication participative.

Tout d'abord, il faut mentionner que le concept d'éducation à la base est voisin de celui d'éducation de base.

L'éducation de base a été définie par la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (tenue à Jomtien, Thaïlande en mars 1990) comme l'éducation visant à répondre aux besoins fondamentaux d'apprentissage. Elle porte sur l'éducation fondamentale formelle ou non formelle et l'alphabétisation et comprend deux composantes essentielles : les outils d'apprentissage de base (lecture, calcul, écriture, développement du raisonnement) et les contenus (connaissances, attitudes, aptitudes et valeurs nécessaires à la vie quotidienne). L'éducation de base peut s'acquérir par les canaux formels (écoles), non formels (à l'extérieur des structures scolaires) ou informels (par exposition à l'environnement et à la famille).

Le concept d'éducation non formelle réfère quant à lui à des activités éducatives organisées et structurées, conçues à l'intention d'un groupe cible spécifique, qui ont lieu à l'extérieur du système éducatif officiel. L'éducation non formelle vise à rejoindre des gens qui n'ont pas accès aux structures d'éducation et de formation. Elle porte généralement sur des sujets touchant les activités clés telles l'agriculture, la santé, le développement communautaire.

D'autre part, la communication participative pour le développement reconnaît l'importance de la rétroaction et de l'échange dans le processus de communication. Elle amène les individus et les groupes à exprimer leurs perceptions de la réalité et à agir sur ces réalités. Comme processus basé sur l'échange, la communication participative, qu'elle soit appuyée par des médias de groupe, des mass-médias ou des relations interpersonnelles, peut venir répondre aux besoins d'éducation non formelle à la base ou de base. Elle peut également conduire à repenser ce qu'on entend par éducation non formelle, en organisant des processus basés sur les échanges de savoirs, plutôt que sur des pratiques de transmission de contenus.

Devons-nous tracer une frontière exacte entre éducation non formelle de base et éducation non formelle à la base ? Comment favoriser l'accès et la participation à l'éducation non formelle, notamment pour les femmes et les jeunes filles ? Comment identifier les besoins dans les secteurs clés du développement et y répondre ? Comment aider des communautés à élaborer et à mettre en œuvre des programmes répondant à leurs besoins ? Comment intégrer les formes d'apprentissage et les savoirs traditionnels dans les pratiques actuelles ? Voilà quelques-unes des questions qu'il est important de soulever et de soumettre à la discussion.

Le rôle de la femme et de la jeune fille africaine

Il y a aussi lieu de se demander dans quelle mesure la communication participative pour le développement peut répondre aux besoins de communication et d'éducation non formelle à la base des femmes et des jeunes filles.

Au niveau de la base, et sans vouloir généraliser, les femmes africaines sont habituellement chargées de la majorité des tâches quotidiennes : travaux domestiques, production, transformation et entreposage des aliments, élevage, approvisionnement en eau potable et en combustibles. À ces activités, il faut encore ajouter le soin des enfants, l'aide apportée à leurs maris dans la production agricole, et les activités commerciales à petite échelle visant à gagner un supplément de revenu.

Dans ce contexte, la communication participative peut venir répondre à différents types de besoins. Transformer cette situation et modifier les rôles sociaux

La communication participative pour le développement : un agenda ouest-africain

représente certainement un besoin fondamental. Les femmes ont aussi besoin d'accroître leur estime de soi et leur confiance en elles et, par là, de changer l'image qu'elles se font de leur rôle dans la société, en même temps qu'elles doivent pouvoir prendre part davantage à la vie publique. Elles ont aussi besoin d'un soutien en matière de communication pour les activités non formelles auxquelles elles participent et pour accroître leur participation dans la sphère publique.

Pour ce qui est des besoins d'apprentissage, plusieurs barrières socio-culturelles et socio-économiques restreignent l'accès des femmes à l'éducation. Souvent, l'éducation est réservée aux garçons ; celle des filles est perçue comme un luxe, non comme un besoin fondamental. Quelquefois, la fréquentation de l'école est perçue comme un danger (sécurité, grossesses non désirées) lorsque l'école est située loin du village. Quelquefois aussi, l'éducation est vue comme un mauvais investissement de l'argent familial lorsque les filles scolarisées ne trouvent pas d'emploi et quittent leur communauté. Quelquefois encore, on la considère comme une menace aux valeurs traditionnelles et à la culture puisque l'éducation promeut des valeurs étrangères.

Comment la communication participative peut-elle appuyer les efforts éducatifs pour contourner ces barrières culturelles ? Comment peut-elle aussi faciliter l'accès à l'éducation, en situant des projets d'éducation non formelle dans les communautés, en tenant compte des horaires de travail des femmes, en faisant la promotion de modèles qui montrent les avantages de l'éducation des filles et des femmes, en créant des mesures incitatives, en mettant au point des formes d'apprentissage pertinentes pour les besoins des collectivités, en tenant compte du savoir traditionnel ?

Enfin, orienter le programme vers les femmes et les jeunes filles ne signifie pas seulement identifier leurs besoins et chercher à y répondre. Il faut également identifier leur capacité d'agir comme communicatrices au sein de leurs collectivités et chercher à contourner les principaux obstacles pouvant les en empêcher. Ce n'est qu'à cette condition qu'elles pourront jouer un rôle significatif dans le processus de communication.

Quelle formation ?

La formation est sans doute le thème qu'ont privilégié les ONG ayant participé à la rencontre de Ouagadougou. Elles ont, en effet, identifié comme besoin prioritaire le manque de ressources humaines pouvant mener des activités de communication participative pour l'éducation à la base. Cependant, ce choix suscite trois types de questions.

Premièrement, de quelle sorte de formation parlons-nous ? D'une formation de type traditionnel axée sur des contenus ou d'une démarche participative s'appuyant sur les besoins, l'expérience et les objectifs des apprenants ?

Deuxièmement, quels objectifs poursuivre et quels contenus privilégier ? Nous savons déjà que la planification, la mise en application et l'évaluation de la communication participative sont les trois domaines clés de toute intervention.

En matière de planification, on doit prendre en compte les aptitudes en planification de programmes, les méthodes d'analyse de besoins, la compréhension des structures locales de pouvoir et du savoir traditionnel ainsi que les rapports hommes-femmes. De même, les aptitudes en animation de groupe, les méthodes de participation à la conception des messages et des programmes d'éducation à la base, la maîtrise des médias sont des éléments cruciaux du travail du communicateur. Enfin, on doit considérer l'évaluation comme un aspect essentiel : les communicateurs doivent apprendre à évaluer les résultats de leurs efforts à l'aide de critères qui valorisent la participation des gens.

On retiendra également la formation des groupes participants aux activités de communication participative. Ces derniers doivent pouvoir reconnaître la valeur de leurs savoirs traditionnels. Ils doivent aussi pouvoir apprendre à clarifier les buts et les priorités de leur collectivité et prendre part avec assurance aux activités de communication participative. Ces responsabilités demandent aussi un apprentissage.

Enfin, troisièmement, nous avons besoin de recherches axées sur l'action qui nous aident à élaborer des programmes de formation avec la participation des praticiens de la communication. Ces derniers pourront nous éclairer sur les attentes des collectivités à l'égard des communicateurs travaillant avec eux, nous enseigner

enfin comment nous servir des activités de communication afin de soutenir les efforts d'éducation non formelle à la base.

Les mécanismes d'opération et de gestion du programme

Durant la rencontre, les discussions ont également porté sur la création d'un secrétariat pouvant mettre en œuvre le programme sur le terrain, de même que sur la définition du mandat d'un comité du programme.

Trois points principaux ont été abordés : les questions liées à l'opération et à la gestion du programme (secrétariat et comité du programme), l'importance de la communication et la question de la durabilité.

Les discussions ont surtout porté sur la structure du mécanisme à mettre en place. Le modèle proposé ressemblait à une structure en toile d'araignée : un secrétariat au centre, établi dans une ONG, en relation avec des directeurs de réseau dans chacun des neuf pays cibles du programme, qui relie, pour leur part, les ONG de leur pays, elles-mêmes en contact avec la population.

En tout, six niveaux ont été identifiés : celui des donateurs (le CRDI et éventuellement des donateurs associés), celui du comité du programme (formé de 5 représentants d'ONG), le niveau du secrétariat (représenté par son coordonnateur), celui des directeurs de réseau dans les pays, celui des ONG et celui de la population.

Dans cette structure, les responsabilités des donateurs ont trait au financement ainsi qu'à la participation à l'orientation du programme. Celles du secrétariat consistent à agir comme agence d'exécution, à assurer l'identification et l'approbation des projets de recherche des ONG participant au programme, et à gérer le programme. Le coordonnateur rattaché au secrétariat est, pour sa part, responsable des opérations et de la communication entre les différents niveaux.

Enfin, le comité de programme est responsable des politiques et du suivi du programme. Il représente un mécanisme consultatif ayant pour mandat de conseiller les administrateurs du CRDI dans les orientations, le développement, l'implantation, le suivi et l'évaluation du programme. Il est appelé à se pencher

spécifiquement sur le développement de la stratégie régionale du programme, son évaluation formative, la sélection des projets de recherche des ONG, leur financement, leur suivi et leur évaluation, ainsi que sur la diffusion des résultats de recherche et tout autre point relatif à la bonne marche du programme.

Les participants ont cependant suggéré d'ajouter deux conseillers scientifiques au comité de suivi formé de représentants d'ONG. On a aussi proposé l'idée d'associer le comité et tout le réseau à un groupe consultatif canadien et à un groupe consultatif international.

Les participants ont souligné l'importance d'assurer des mécanismes de communication entre les différents niveaux participant au programme et avec des réseaux externes, et de planifier ces mécanismes au tout début du projet.

Finalement, la question de la durabilité a été posée sans que les participants puissent conclure par l'identification de mécanismes précis. Lors d'une plénière, un participant a cependant présenté une métaphore pour situer cette question de durabilité. Cette métaphore vaut la peine d'être reprise ici : « Il faut préserver la durabilité non pas des papillons, mais des environnements dans lesquels les papillons naissent, se reproduisent et meurent ». Ainsi vaut-il peut-être mieux poser la question de la durabilité des efforts de recherche des ONG plutôt que celle, plus spécifique, d'un mécanisme de coordination de ces recherches.

Première rencontre du comité de pilotage

Suite à la réunion consultative canadienne sur le programme de communication pour le développement du CRDI, le comité de programme a tenu sa première réunion. Cette réunion devait permettre de mieux définir les mécanismes de mise en œuvre du programme.

Le comité de pilotage du programme

La première décision des membres a consisté à remplacer immédiatement le concept avancé jusqu'ici de comité consultatif de suivi par celui de comité de pilotage du programme. Ce comité de pilotage est composé des représentants du CRDI (et éventuellement des représentants d'autres bailleurs de fonds qui

pourraient venir participer au programme), de cinq représentants des ONG, du secrétaire général de l'ONG d'accueil, du coordonnateur du secrétariat et de deux conseillers scientifiques.

Le nombre de représentants des ONG dans le comité demeure fixé à cinq personnes. Ils sont choisis à titre personnel sur la base de leurs compétences et de leur appartenance à une ONG. Il s'agit d'un poste non rétribué et non représentatif. Les membres sont mis à la disposition du comité par leur ONG d'appartenance, sans compensation, à titre de contribution de l'ONG au développement du programme. Cependant, ils ne représentent ni leur ONG d'appartenance ni leur pays. Les représentants déjà sélectionnés le demeurent tant qu'ils satisfont aux deux critères de base : travailler pour une ONG et œuvrer dans la région.

Le comité de pilotage étudie pour approbation les projets pré-sélectionnés par le coordonnateur. Celui-ci est également responsable des politiques et des orientations du programme, ainsi que du suivi des opérations.

Le secrétariat du programme

Le secrétariat est assuré par l'ONG d'accueil du programme sur le terrain. Il comprend un(e) coordonnateur/trice et un(e) adjoint/e.

Les phases du projet d'implantation du programme

On peut résumer ainsi les six phases de l'implantation du programme :

- Le démarrage du secrétariat :
cette phase comprend la mise en place du secrétariat, l'élaboration du programme de travail, des rencontres avec des ONG et l'établissement de mécanismes d'information et de communication.
- L'élaboration des projets de recherche :
cette phase vise la formation des ONG pour la préparation des projets de recherche, ainsi que l'appui au développement des projets.
- La sélection des projets financés par le programme :
les projets de recherche des ONG devront être reliés au thème du programme, la formation en communication participative pour l'éducation

non formelle à la base. Le comité de sélection privilégiera des orientations de recherche communes et cherchera à promouvoir des liens entre les projets de même type.

- L'exécution, le suivi et l'évaluation des projets.
- La diffusion des processus et des résultats des projets de recherche des ONG.
- L'évaluation de l'implantation du programme.

Conclusion

À l'issue de toutes ces démarches, et au moment de l'implantation prochaine du programme de communication participative pour le développement en Afrique de l'Ouest et du centre, on peut le décrire de la manière suivante :

Le programme de recherche veut répondre au défi de la participation des gens à leur propre développement. En transformant les approches verticales basées sur la transmission unilatérale d'information et sur la persuasion, en approches basées sur les échanges de savoirs, la communication pour le développement permet aux groupes et aux communautés de cerner les problèmes auxquels ils font face, d'identifier des solutions possibles, de prendre des décisions bien informées, d'acquérir les connaissances nécessaires, de se mobiliser pour l'action et de prendre en charge leur propre développement.

Le programme se situe actuellement en Afrique de l'Ouest et du centre et s'adresse aux ONG de neuf pays : Mali, Burkina Faso, Sénégal, Côte d'Ivoire, Bénin, Guinée, Ghana, Nigeria et Cameroun.

À l'aide d'une méthodologie participative d'élaboration du programme, les ONG de la région ont identifié comme problème prioritaire en matière de communication pour le développement le manque de ressources humaines pouvant adopter des approches de communication participative et l'application de ces approches pour la promotion de l'éducation non formelle à la base, surtout auprès des femmes et des jeunes filles. Sur cette base, le programme s'est fixé comme objectif de soutenir la recherche et l'expérimentation afin de renforcer les capacités des ONG dans l'utilisation de la communication participative comme outil d'éducation non formelle à la base.

Plusieurs projets tâcheront donc de développer, d'expérimenter et d'évaluer des objectifs, contenus, stratégies et outils de formation pertinents aux données du contexte et aux besoins des communautés. D'autres questions de recherche, liées à cette problématique globale pourront également être abordées par les ONG, telles l'analyse des besoins des communautés de base en matière d'éducation non formelle à la base, le recensement et l'étude d'expériences existantes en communication participative, l'expérimentation ou l'évaluation de pratiques existantes, l'analyse des coûts des méthodes participatives. En effet, le besoin de formation des ONG à la communication participative comme appui à l'éducation à la base exige de mieux cerner les stratégies et les pratiques en ce domaine et d'intégrer ces dernières aux efforts de formation-action-recherche sur le terrain.

Les méthodologies participatives (recherche-action, recherche-formation, recherche participative) seront fortement encouragées. Dans tous les cas, les activités de recherche et d'expérimentation des ONG appuyées par le programme devront être associées à l'action concrète sur le terrain et à une participation dans les projets des communautés ou des organismes de base.

La stratégie de fonctionnement du projet consistera à mettre en place un réseau de recherche avec les ONG. Pour ce faire, un secrétariat régional du réseau sera établi sur le terrain. Ce secrétariat sera en lien avec les neuf pays cibles du projet et mènera les activités suivantes :

- Dans une première phase, il aidera les ONG à élaborer des propositions de projets entrant dans la thématique du programme, au moyen d'ateliers qui se tiendront dans chacun des pays cibles.
- Dans une seconde phase, il financera et soutiendra techniquement les projets qui seront sélectionnés par le comité de programmation.
- Enfin, tout au long du cycle des projets, il assurera la diffusion des démarches et des résultats et facilitera les échanges autour de ces résultats, auprès des ONG, ainsi qu'auprès d'organisations internationales et de preneurs de décisions au niveau national et régional, en matière d'éducation non formelle à la base.

Naturellement, d'autres éléments viendront compléter en cours de route cette définition du programme et de ses mécanismes d'implantation, puisqu'il s'agit ici d'une démarche itérative et dynamique. Nous espérons qu'elle sera à même d'appuyer les efforts et les capacités de recherche des ONG d'Afrique de l'Ouest et du centre et grâce à ces efforts, de suggérer des réponses et des stratégies validées en matière de communication participative pour l'éducation non formelle à la base.

Bibliographie

Agency for International Development (AID), 1993, *The Substance Behind the Images: A.I.D. and Development Communication*, Washington (District of Columbia, É.-U.) U.S. Agency for International Development.

Balit, S., 1988, « Communication is the Message », *CERES*, vol. 21, n° 2, p. 13-15.

Beltrán, L.R., 1993, « Communication for Development in Latin America: A Forty-Year Appraisal », dans Nostbakken, D. et Morrow, C., *Cultural Expression in the Global Village*, Penang (Malaysia), Southbound, et Ottawa (Ontario, Canada), Centre de recherches pour le développement international.

Berrigan, F.J., 1981, *Les médias communautaires et le développement*, Paris (France) UNESCO.

Blake, C., 1993, « Development Communication Revisited: An End to Eurocentric Visions », *Development (Journal of SID)*, vol. 3, p. 8-11.

Boafo, K., 1985, « Utilizing Development Communication Strategies in African Societies: A Critical Perspective (Development Communication in Africa) », dans Pays-Bas, Martinus Nijhoff Publishers, *Gazette*, vol. 35, p. 83-92.

Freire, P., 1973, *Pédagogie des opprimés*, Paris (France), Maspero.

Lerner, D., 1958, *The Passing of Traditional Society*, New York (New York, É.-U.), Free Press.

La communication participative pour le développement : un agenda ouest-africain

- MacBride, S., 1980, *Voix multiples, un seul monde : rapport de la commission internationale d'étude des problèmes de la communication*, Paris (France), UNESCO et Nouvelles éditions africaines.
- Middleton, J. et Wedeneyer, D.J., 1985, *Methods of Communication Planning*, London (Royaume-Uni), UNESCO.
- Quebral, N., 1985, « De la technologie éducative à la communication pour le développement », *Direct*, vol. 2, p. 4-5.
- Rogers, E., 1976, *Communication and Development, Critical Perspectives*, Beverly Hills (Californie, É.-U.), London (Royaume-Uni), Delhi (Inde), Sage Publications.
- Séminaire sur la communication et le développement*, 1993, Montréal (Québec, Canada), Institut international de la communication, p. 6.
- Schramm, W., 1964, *Mass Media and National Development*, Stanford (Californie, É.-U.), Stanford University Press.
- Servaes, J., 1991, « Toward a New Perspective for Communication and Development », dans Casmir, F.L., *Communication in Development*, Norwood (New Jersey, É.-U.), Ablex Publishing Corporation.
- Woods, R., 1993, *Communication, Technology and the Development of People*, London (Royaume-Uni), New York (New York, É.-U.), Routledge.

MAI 1996

LA COMMUNICATION
PARTICIPATIVE *pour le*
DÉVELOPPEMENT

UN AGENDA OUEST-AFRICAIN



SOUS LA DIRECTION DE
GUY BESSETTE ET C.V. RAJASUNDERAM

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos <i>Martha B. Stone</i>	iii
--	-----

INTRODUCTION

Dialogue canado-africain sur la communication participative pour le développement <i>C.V. Rajasunderam</i>	3
--	---

LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT

La communication pour le développement en Afrique de l'Ouest et du centre : vers un agenda d'intervention et de recherche <i>Guy Bessette</i>	9
---	---

La communication participative pour le développement <i>Chin Saik Yoon</i>	39
---	----

COMMUNICATION ET ÉDUCATION NON FORMELLE

Le rôle de la communication participative pour le développement comme outil d'éducation non formelle à la base <i>Rapport d'atelier, par Elayne M. Harris</i>	69
---	----

Éducation des adultes et communication pour le développement : une réflexion personnelle <i>Elayne M. Harris</i>	78
--	----

La communication participative pour le développement et l'éducation non formelle à la base : une réflexion personnelle <i>Alioune Danfa</i>	82
---	----